

COLLECTION « *Logiques Juridiques* »
dirigée par Gérard Marcon



Stéphanie HENNETTE-VAUCHEZ

DISPOSER DE SOI ?

Une analyse du discours juridique sur
les droits de la personne sur son corps

Préface de
Etienne PICARD

Biblioteca de la Corte Suprema	
Nº de Orden	115.278
Ubicación	P1277

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS.....	7
PREFACE	9
INTRODUCTION	15
PREMIERE PARTIE : DE L'EMERGENCE DE LA NOTION DE « DROITS » SUR LE CORPS	23
TITRE PREMIER : EMERGENCE DU PARADIGME DE LA DISPOSITION DANS LE DISCOURS JURIDIQUE SUR LE CORPS HUMAIN	
Chapitre 1 :	29
L'objectivation juridique du corps humain.....	29
<i>Section 1 :.....</i>	<i>31</i>
<i>Contexte culturel de l'étude : forte prégnance des représentations dualistes du corps et de la personne.....</i>	<i>31</i>
§1 : Le dualisme anatomique.....	33
§2 : Le dualisme philosophique	36
§3 : Le dualisme médical.....	38
<i>Section 2 :.....</i>	<i>41</i>
<i>Le monisme de la représentation juridique du corps et de la personne.....</i>	<i>41</i>
§1 : Le corps n'est pas le « signalisateur » de la personne	42
A. La catégorie juridique de personne en droit romain.....	42
B. La catégorie juridique de personne en droit civil	44
§2 : Le droit appréhende la personne en son corps	47
A. Le corps humain et le droit pénal romain.....	47
B. Le corps humain et le droit pénal révolutionnaire.....	48
<i>Section 3 :.....</i>	<i>51</i>
<i>Résistance et soumission de la règle juridique au dualisme.....</i>	<i>51</i>
§1 : La personne physique est « hors commerce » juridique... 51	
A. La personne hors commerce : adaptation du principe aux premières conventions juridiques sur la personne.....	52
B. La personne hors commerce : déstabilisation du principe	54
§2 : Le principe d'indisponibilité du corps humain.....	58
A. Principe d'indisponibilité et conventions juridiques sur le corps humain.....	58
B. L'indisponibilité du corps humain : un principe non consacré en droit positif	61
C. L'indisponibilité du corps humain : un principe ignoré par le législateur	66

Chapitre 2 :	73
L'objectivation juridique de la mort	73
<i>Section 1</i> :	74
<i>La redéfinition de la mort</i>	74
§1 : La redéfinition scientifique de la mort	74
A. L'idée scientifique de la mort cérébrale	75
B. Les formulations scientifiques de la mort cérébrale	78
§2 : La (re)définition juridique de la mort	80
A. Les besoins d'une définition juridique de la mort	80
B. Une fonction nouvelle de la règle juridique face à la mort	81
C. L'admission juridique de la mort cérébrale	84
<i>Section 2</i> :	90
<i>Redéfinition et objectivation de la mort</i>	90
§1 : Le rapport de l'homme contemporain à la mort	91
A. L'individualisation du moment de la mort	92
B. La médicalisation du moment de la mort	93
§2 : Le rapport de l'homme contemporain à la mort cérébrale	95
Chapitre 3 :	103
Le discours juridique contemporain	103
sur le corps et la mort :	103
le paradigme de la disposition	103
<i>Section 1</i> :	104
<i>Le « droit de disposer de son corps », réalité du discours juridique contemporain</i>	104
§1 : Apparition matérielle de la notion	105
A. Une notion initialement absente	105
B. Une prise en compte matérielle du « droit de disposer de son corps »	107
§2 : Apparition formelle de la notion	110
<i>Section 2</i> :	113
<i>A la recherche des fondements juridiques d'un éventuel droit de disposer de son corps</i>	113
§1 : Sources internationales	113
A. Textes internationaux à portée générale	113
B. Textes internationaux relatifs à la santé	119
§2 : Sources nationales	122
A. Les normes de valeur constitutionnelle	122
B. Les normes de valeur législative	128

TITRE SECOND : LE « DROIT DE DISPOSER DE SON CORPS » AUTOUR DU MOMENT DE LA MORT : ANALYSE DE VALIDITE FORMELLE	137
Chapitre 1 :	139
Le droit de disposer de son corps avant la mort (le droit de disposer de sa vie)	139
<i>Section 1</i> :	140
<i>Disponibilité de la vie : suicide et refus de traitement</i>	140
§1 : Le suicide	140
A. La décriminalisation du suicide	141
B. Les limites de l'indifférence pénale au suicide	143
1. La non-assistance à personne en péril	143
2. L'incrimination de provocation au suicide	147
C. Un droit au suicide ?	150
§2 : Le droit au refus de traitement	153
A. Inviolabilité du corps humain et exigence de consentement à l'acte médical	154
1. Le consentement : approche juridique	154
2. Le consentement : approche déontologique	158
B. Un droit au refus de traitement ?	161
1. Le « refus fautif » de soins	161
2. Le droit au refus de traitement et les « droits des patients »	165
C. Limites du droit au refus de traitement	170
<i>Section 2</i> :	177
<i>Indisponibilité de la vie : l'euthanasie</i>	177
§1 : L'euthanasie condamnée par la loi pénale	181
§2 : Le consentement de la victime, fait justificatif en droit pénal médical ?	184
Chapitre 2 :	193
Le droit de disposer de son corps après la mort	193
<i>Section 1</i> :	194
<i>Le droit de disposer de son corps après la mort : une assertion doctrinale traditionnelle</i>	194
<i>Section 2</i> :	200
<i>Une contradiction : le principe de consentement présumé du défunt aux prélèvements d'organes post mortem</i>	200
§1 : Genèse du principe de consentement présumé du défunt aux prélèvements d'organes	200
A. Les décrets des années 1940	201
B. Le premier texte législatif : la loi Lafay	204

§2 : La loi « Caillavet » du 22 décembre 1976 : instauration de la présomption légale de consentement du défunt aux prélèvements d'organes.....	206
§3 : La loi n°94-654 du 29 juillet 1994 : confirmation de présomption de consentement du défunt aux prélèvements d'organes	211
<i>Section 3</i> :	216
<i>Essai de synthèse de cette contradiction : analyse de la présomption de consentement du défunt aux prélèvements d'organes</i>	216
§1 : Le principe du consentement présumé aux prélèvements, une sujétion de service public ?.....	217
A. Le statut du patient hospitalisé à travers les textes.....	219
B. Le statut du patient hospitalisé à travers la jurisprudence	222
§2 : Le principe de consentement présumé : un impératif de santé publique ?.....	226
A. Ordre public et santé publique	227
B. La présomption de consentement : manifestation d'un ordre public de santé ?.....	231

DEUXIEME PARTIE : DE LA VALIDITE DU « DROIT » DE DISPOSER DE SON CORPS237

TITRE PREMIER : LE « DROIT DE DISPOSER DE SON CORPS » AUTOUR DU MOMENT DE LA MORT : ANALYSE DE VALIDITE SUBSTANTIELLE	241
Chapitre 1 :	249
Le droit de disposer de son corps avant la mort (le droit de disposer de sa vie)	249
<i>Section 1</i> :	250
<i>Pratiques sociales et répression juridique de l'euthanasie : la question de l'effectivité</i>	250
§1 : Les juges et la loi pénale répressive de l'euthanasie.....	251
§2 : Les médecins et la loi pénale répressive de l'euthanasie	256
<i>Section 2</i> :	261
<i>Valeurs sociales et répression juridique de l'euthanasie : la question de la légitimité</i>	261
§1 : Analyse axiologique concrète du discours en faveur de la dépénalisation de l'euthanasie	261
§2 : Analyse axiologique théorique du discours en faveur de la dépénalisation de l'euthanasie	268

A. La mort délibérée, affaire publique	268
B. La mort délibérée, affaire privée ?	271
Chapitre 2 :	277
Le droit de disposer de son corps après la mort	277
<i>Section 1</i> :	278
<i>L'effectivité de la présomption de consentement du défunt aux prélèvements d'organes post mortem</i>	278
§1 : Les juges et le consentement présumé	278
A. La jurisprudence du Conseil d'Etat.....	279
B. La jurisprudence des tribunaux administratifs.....	284
§2 : Les médecins et le consentement présumé.....	288
<i>Section 2</i> :	295
<i>La légitimité de la présomption de consentement du défunt aux prélèvements d'organes post mortem</i>	295
§1 : Analyse circonstancielle de la légitimité du recours à la présomption de consentement.....	296
A. La justification du consentement présumé lors de l'adoption de la loi Caillavet.....	297
B. La justification du consentement présumé lors de l'adoption de la loi « bioéthique » de 1994.....	302
§2 : Analyse principielle de la légitimité du recours à la présomption de consentement.....	309

TITRE SECOND : UN « DROIT » DE DISPOSER DE SON CORPS ?.....	321
Chapitre 1 :	323
Le droit de disposer de son corps : un droit subjectif ?	323
<i>Section 1</i> :	324
<i>Le droit subjectif et la disposition du corps</i>	324
§1 : Le droit subjectif : éléments de définition	327
A. Le sujet du droit subjectif	327
B. L'objet du droit subjectif.....	328
C. Le contenu du droit subjectif.....	332
§2 : Droit subjectif et disposition du corps.....	333
A. La doctrine du droit subjectif et la question corporelle.....	334
B. La doctrine du droit subjectif et le caractère absolu de la prérogative reconnue au sujet.....	336

<i>Section 2</i> :.....	340
<i>Les droits de la personnalité et la disposition du corps</i>	340
§1 : L'objet des droits de la personnalité.....	341
§2 : Le contenu des droits de la personnalité.....	342
§3 : Le régime des droits de la personnalité.....	347
<i>Section 3</i> :.....	354
<i>La disposition du corps : ni droit subjectif, ni droit de la personnalité</i>	354
Chapitre 2 :.....	357
Le droit de disposer de son corps :	357
la liberté corporelle ?	357
<i>Section 1</i> :.....	360
<i>Multiplication des normes et constitution d'un corpus juridique relatif au corps humain</i>	360
§ 1 : Du droit jurisprudentiel au droit écrit de la bioéthique : perspective chronologique.....	361
A. Des limites d'une définition jurisprudentielle des droits sur le corps humain : la question de la compétence du juge.....	362
B. Des limites d'une définition jurisprudentielle des droits sur le corps humain : la question de la légitimité du juge.....	369
§2 : Du droit privé au droit public de la bioéthique : perspective normative.....	373
<i>Section 2</i> :.....	380
<i>Un ordre public corporel ?</i>	380
§1 : Caractéristiques et nature de l'ordre public.....	382
A. L'impérativité.....	382
B. La finalité d'intérêt général.....	385
§2 : Un ordre public corporel : quel contenu ?.....	390
A. La recherche d'une définition fonctionnelle de l'ordre public corporel.....	391
B. Première hypothèse : la sauvegarde de la dignité de la personne humaine, orientation directive de l'ordre public corporel.....	393
1. Un concept central.....	393
2. Un concept imprécis.....	395
3. Un concept inapproprié.....	401
C. Seconde hypothèse : l'ordre public corporel comme « proposition de droit ».....	402

<i>Section 2</i> :.....	404
<i>Une liberté corporelle</i>	404
§1 : La notion de liberté corporelle.....	404
A. Les titulaires universels de la liberté.....	405
B. L'indétermination inhérente à la notion de liberté.....	406
C. Concept de liberté et relation juridique de la personne à elle-même.....	409
§2 : Le régime de la liberté corporelle.....	411
A. Liberté corporelle et liberté individuelle.....	412
1. Perspective matérielle.....	412
2. Perspective formelle.....	418
B. La liberté corporelle, une liberté spécifique.....	420
CONCLUSION	423
BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE	427
TABLE DES MATIERES	441